

ARCEP : A0803027



01/07/2008

Saint-Denis, le 27 JUIN 2008


**REGION REUNION**  
CONSEIL REGIONAL

HÔTEL DE RÉGION PIERRE LAGOURGUE  
Avenue René-Cassin  
Moufia - B.P. 7190  
97719 ST-DENIS MESSAG CEDEX 9  
Tél. 0262 48.70.00  
Télécopie 0262 48.70.71  
Site internet : www.regionreunion.com

**ARCEP****7, square Max Hymans****75730 Paris cedex 15**

SHD

	DEST	COPIE
PR		
CL		
DG		
DGA		
SAR		
SJ		
SI		
SOR		
SFM		
SEP	X	
COM		
SHD		X
SRP		

Affaire suivie par : Denis FABREGUE  
Tél. : 02 62 92 29 35  
Courriel : d.fabregue@protel.fr

Votre numéro d'identification : 68 599  
(A rappeler dans toutes vos correspondances)

**OBJET :** Consultation publique sur le déploiement et la mutualisation de la partie terminale des réseaux en fibre optique.

**N/Réf. :** 2008 13847 /TIC/DF

Monsieur le Président,

Dans le cadre de la mise en place du dispositif nécessaire au développement du très haut débit (THD), vous avez mis en consultation publique le dispositif de mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après notre contribution à cette consultation.

En effet, compétente en matière de développement économique et d'aménagement du territoire, notre Collectivité est attentive au développement des services de communications électroniques dans notre île et suit avec vigilance les évolutions relatives au très haut débit.

Comme vous le savez, elle a initié dès 2003 un réseau régional de collecte à très haut débit qui est d'ores et déjà mis à disposition des opérateurs locaux et qui a permis de développer la concurrence.

Ainsi, depuis 2008, un nouvel opérateur, Intercâble, déploie du câble jusqu'à l'abonné. Cette présence permet d'envisager, une fois n'est pas coutume, le déploiement d'une solution très haut débit dans les mêmes délais qu'en métropole. Preuve, s'il en est que l'isolement de La Réunion, son éloignement du continent européen et l'« étroitesse » de son marché, ne sont pas systématiquement des freins au développement des technologies.

Mais si la Région Réunion se félicite de la présence d'Intercâble sur son territoire, qui mène actuellement de lourds investissements dans trois grandes villes et qui annonce un plan de déploiement très ambitieux sur l'île, elle partage les

premières conclusions de l'Autorité sur les risques d'établissement d'un monopole local sur le très haut débit par le premier opérateur qui déploiera son réseau.

Or, il apparaît que le cadre dans lequel s'effectue la consultation en cours ne traitera pas de notre situation spécifique. Les choix technologiques effectués par Intercâble ne sont pas les mêmes que ceux faits par les opérateurs déployant le THD en métropole puisque la partie terminale de son réseau n'est pas constituée de fibres optiques, mais d'un câble coaxial. Le document mis en consultation semble ne traiter que du support « Fibre optique », les autres formes de mutualisation, non physiques, étant écartées (§ I-B).

La Région Réunion attire donc l'attention de l'Autorité sur le fait que les risques de création d'un monopole local est tout aussi important lorsque l'opérateur déploie la partie terminale de son réseau en câble coaxial.

Je vous demande ainsi de bien vouloir étendre votre analyse des conditions de mutualisation de la partie terminale des réseaux THD aux autres supports que les fibres optiques.

Ceci est d'autant plus urgent que les déploiements ont commencé et qu'il nous paraît indispensable de clarifier l'environnement réglementaire afin que les opérateurs (investisseur initial et alternatifs) puissent se positionner dans de bonnes conditions sur ce marché naissant.

Par ailleurs, concernant la question n°15, le schéma 2 (Opérateur de zone) nous semble le plus pertinent. En effet, non seulement ce schéma permet d'optimiser l'utilisation des infrastructures, mais il permet également d'introduire dans la régulation une notion d'obligation de couverture conforme à nos préoccupations d'aménagement du territoire. La Collectivité Régionale pourrait utilement être désignée pour déterminer les zones, en coordination avec les opérateurs. Les obligations de couverture pourraient être déterminées en fonction du coût moyen de la prise de la zone.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Président et par délégation  
Le Vice-Président délégué  
aux Technologies de l'Information  
et de la Communication  
et de la Communication  
Le Président,  
Guy JARNAC